

Détourneurs d'avion



Par : Roberto Morejón

C'est en présence du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, que s'est déroulée la saisie par les États-Unis d'un avion vénézuélien passant par la République dominicaine, dans un acte considéré comme une violation des normes internationales.

Le chef de la diplomatie américaine a assisté à la saisie, un acte qui a fait parler de lui, malgré sa nature sordide.

Comme à l'époque du vieil Occident, les États-Unis ont procédé à l'appropriation, après que les autorités dominicaines, sur leurs instructions, ont saisi l'avion en octobre de l'année dernière.

Comme prévu, le gouvernement bolivarien a réagi à ce qu'il a qualifié de vol flagrant par l'administration de Donald Trump d'un avion appartenant à la nation vénézuélienne.

Caracas a tenu Marco Rubio, qui s'est rendu en République dominicaine, directement responsable d'avoir donné les ordres pour un épisode qu'il a qualifié d'hostile et de crime ouvert.

Les rapports de la presse occidentale sont pleins d'anecdotes sur la saisie, sans aucune critique sur la piraterie.

Ce n'est pas la première action de ce type contre le Venezuela, puisqu'un autre de ses avions officiels, en maintenance, a été confisqué en République dominicaine le 2 septembre dernier et transféré en Floride sur instruction de Washington.

Les Etats-Unis ont saisi un autre avion vénézuélien, cette fois en Argentine, au début de l'année 2024.

De connivence avec son ami, le président d'ultra-droite Javier Milei, l'administration de Joseph Biden a usuré un avion, l'a déplacé sur son territoire et l'a démantelé.

L'avion appartenait à l'origine à la compagnie iranienne Mahan Air, que les Etats-Unis sanctionnent, comme le pays perse, dans le cadre de leur coercition internationale basée sur des arguments unilatéraux.

Le Venezuela a ensuite dénoncé le détournement en Argentine du Boeing 747-300 qui était utilisé pour des missions humanitaires.

Avec ces détentions, les États-Unis violent les règles de l'aviation civile et les droits commerciaux, civils et politiques.

Ce n'est pas un hasard s'ils saisissent des biens appartenant au Venezuela, puisqu'ils ont appliqué plus de 900 sanctions à son encontre pour sa trajectoire politique et ses décisions souveraines.

Néanmoins, l'administration Trump a récemment dépêché un envoyé spécial à Caracas, dans ce que les analystes ont interprété comme une lueur de raison au nom du dialogue entre nations souveraines.

Mais la saisie d'un autre avion vénézuélien remet en question la portée de ce voyage.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/376250-detourneurs-davion>



Radio Habana Cuba